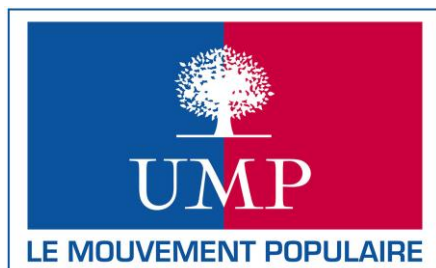


La Lettre UMP des Pays de la Loire

LETTRE D'INFORMATION DE L'OPPOSITION DU CONSEIL REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE



Lundi 30 Mai 2011

LES DOSSIERS

La région n'est plus l'aménageur du territoire...

Pour un apprentissage de qualité et pour tous

Education : du bon sens sans démagogie

EN BREF

IRT Jules Verne
Vos Elus

LIENS VERS...

Nos tribunes dans les publications du conseil régional
L'UMP

INFORMATIONS LEGALES

Groupe UMP
Région Pays de la Loire
44966 Nantes cedex 9
Tél 02 28 20 61 10
ump@paysdelaloire.fr

En application de la loi Informatique et Libertés en date du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un courrier à l'adresse ci-dessus.

A LA UNE



Christophe BECHU
Conseiller régional
UMP
Président du Conseil
Général
de Maine et Loire

UN AN DEJA

Le 9 avril 2010 se tenait la séance d'installation du nouveau conseil régional issu des urnes.

Nous avons, tout au long de cette première année d'un mandat de 4 ans essayé de faire valoir les attentes des 542.989 voix qui se sont portées sur la liste que j'ai conduite et qui rassemble UMP, Nouveau Centre, Alliance Centriste et Mouvement pour la France.

Nous l'avons fait avec la modestie du rôle de la minorité. Mais aussi avec la responsabilité de gérer démocratiquement un budget régional de 2,38 milliards d'euros.

Nos propositions et nos amendements, constructifs ont très souvent été écartés.

Mais avant de critiquer, il nous fallait, dans la tradition républicaine, laisser à la majorité réélue le temps de développer son programme.

Ce premier numéro de notre lettre qui marque le terme de cette première année amorce le bilan, politique par politique, qui s'étalera sur les numéros suivants. Il salue aussi des initiatives majeures pour notre région.

Nous vous en souhaitons bonne lecture et serons heureux des remarques et commentaires que vous porterez à notre attention.

LA REGION N'EST PLUS L'AMENAGEUR DU TERRITOIRE INITIATEUR DE PROJETS MAJEURS.



François PINTÉ
Conseiller régional
Président de la
fédération UMP
Loire-Atlantique
francoispinte.com

Le Cyclotron, le Technocampus inaugurés sous la mandature précédente avaient été lancés par les prédécesseurs de J.Auxiette. Le seul projet que ce dernier veut porter à son actif pendant ce mandat est la réouverture de la ligne Nantes-Châteaubriant pourtant due à la persévérance de Michel Hunault (Nouveau Centre) et aux financements de l'Etat. Avec 1,4 milliard €, la région ne structure pas mais fait du saupoudrage.

Avec une majorité divisée sur les grands enjeux tels l'Aéroport du Grand Ouest, et une incapacité à fédérer au delà des frontières administratives, par exemple en ne rassemblant pas nos universités avec celles de Bretagne pour atteindre la taille critique d'un campus d'excellence du grand ouest, Jacques Auxiette paraît isolé et en perte de vitesse.

A l'inverse, et sur une compétence régionale essentielle comme l'apprentissage, alors même que l'Etat s'engage pleinement pour faire face à la crise, la région se désengage avec une baisse des aides aux maîtres d'apprentissage de 9 millions €. Pourtant, de la bouche même de Monsieur

Auxiette, on apprend que les apprentis peinent à trouver leurs maîtres d'apprentissage.

Ainsi, pour se faire valoir, Jacques Auxiette en est réduit à récupérer les initiatives de l'Etat : autoroutes de la mer, projet d'IRT Jules Verne, éolien offshore...

Et en attendant seule la communication fleurit : nouveau cahier de promotion des élus de gauche dans le magazine régional, intégration des dépenses de communication dans les politiques régionales dont on a vu les murs de la région s'ornier il y a quelques jours sur le CO² comme pour sceller les retrouvailles avec ses « amis » écologistes. Une campagne publicitaire de 225.000 euros !

POUR UN APPRENTISSAGE DE QUALITE ET POUR TOUS

Pourquoi sommes-nous opposés à la politique de l'apprentissage telle qu'elle a été présentée par le nouveau Président de la Commission « Education et Apprentissage », Matthieu Orphelin (Europe Ecologie) annoncé comme l'auteur du programme de Nicolas Hulot ?

Alors que les établissements de formation et les entreprises œuvrent depuis des années sur le terrain pour promouvoir ces filières d'excellence, les nouveaux dispositifs régionaux sont à contre-courant de la volonté générale de favoriser et valoriser l'apprentissage.

Ainsi, concernant la décision de baisser les aides aux maîtres d'apprentissage : pour une PME de notre Région (moins de 20 salariés) ce choix fait passer l'aide de base de 1050 euros à 915 euros et l'aide totale de 2700 euros à 2300 euros pour les niveaux IV/V (CAP, Bac).



*Géraldine DELORME
Conseillère
régionale UMP
Adjointe au Maire
de Cholet
Maine et Loire*

Nous avons envoyé plus de 200 courriers aux CFA, syndicats des artisans, maisons familiales et rurales, CCI et chambres des métiers, afin de les alerter de cette mesure dont ils n'avaient apparemment pas connaissance....

Parallèlement, les élus de la majorité ont pris la décision de ne pas revaloriser les aides aux apprentis en matière d'hébergement, de restauration et de frais de déplacement pour l'année scolaire 2011/2012. Dans le contexte économique actuel, nous nous interrogeons sur cette mesure qui induit une baisse du pouvoir d'achat des apprentis et de leurs familles au lieu de les soutenir. Et ce d'autant que la Région des Pays de la Loire n'est pas en position avantageuse sur ce type d'aides en comparaison avec d'autres Régions (Bourgogne par exemple).

De notre côté, nous voulons revaloriser les aides aux apprentis et faire le choix de maintenir l'effort financier de la Région pour les maîtres d'apprentissage.

LES DOSSIERS

EDUCATION : DU BON SENS SANS DEMAGOGIE



*Laurent DEJOIE
Conseiller régional
UMP
Maire de Vertou
Vice-Président de
Nantes Métropole
Loire-Atlantique
laurentdejoie.com*

La Région priorise la construction d'un lycée à Beaupréau - 49 (rentrée 2015) sur des fondements démographiques peu solides, au détriment de Carquefou - 44 (rentrée 2017), où l'urgence est démontrée. On constat, en effet, un sureffectif dans le collège public (+200) et dans celui du privé (+180), un temps de transports d'au moins une heure matin et soir pour joindre l'actuel lycée de la Colinière, qui accueille déjà 17 classes de seconde !

Pour nous incontestablement le lycée de Carquefou est une priorité. On tente de nous faire croire que le Lycée de Beaupréau est une urgence républicaine, alors même que le Rectorat n'y est pas favorable ?

Nous sommes contre cette orientation régionale, dans un contexte de raréfaction budgétaire (coût initial du projet 27 millions €).

Contre, également, car ce lycée émerge en l'absence de toute concertation de la part des élus de la majorité régionale, écartant ainsi tous les établissements privés et les élus de droite, au moment où se joue le choix de l'implantation définitive et celui des filières.

Contre, enfin, car avec un lycée public à Beaupréau, indéniablement se joue une concurrence déloyale, dénoncée par le privé, au nom d'une offre déjà existante d'établissements de qualité.

EN BREF

L'ETAT FINANCERA L'IRT JULES VERNE A NANTES



Franck LOUVRIER
Conseiller régional
UMP
Loire-Atlantique
francklouvrier.fr

Nous nous félicitons de cette décision, c'est l'un des 6 projets d'IRT retenus en France. Cela démontre une nouvelle fois, s'il en était besoin, l'investissement de l'Etat dans notre région.

Il s'agit d'un investissement d'avenir qui doit permettre à notre territoire de rattraper son retard en matière de recherche...

Cet institut placera les Pays de la Loire au premier plan de la recherche et des technologies sur les nouveaux matériaux qu'utiliseront l'automobile, l'aéronautique et la construction navale. Il accueillera un millier d'étudiants et engendrera la création de 5000 emplois directs en 10 ans.

C'est une nouvelle étape de la coopération entre les géants industriels, les PME innovantes, les Universités et les Grandes Ecoles de notre région, que nous avons initiée sous la présidence du Conseil Régional de François Fillon, que l'Etat a poursuivi ces dernières années avec le pôle de compétitivité EMC² et qui rassemble à nouveau tous ces acteurs pour la réussite de l'IRT Jules Verne.

L'Etat accompagnera financièrement ce projet, c'est encore une bonne nouvelle pour l'IRT dont le coût estimé à 500 millions € place résolument cet équipement sur une dimension nationale et internationale puisqu'il a l'ambition de devenir une référence mondiale dans le domaine des matériaux composites multidimensionnels.

VOS ELUS

Retrouvez le conseiller régional UMP le plus proche de chez vous sur cette carte interactive

